

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 mai 2002
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 166 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Conseil de sécurité
Cinquante-septième année

**Lettre datée du 23 mai 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Ma lettre a pour objet de porter à votre attention des documents extrêmement troublants qu'Israël a récemment découverts et qui prouvent sans conteste que l'Autorité palestinienne et son président, Yasser Arafat, ont participé directement et activement à l'organisation et au financement d'actes de terrorisme dirigés contre des civils israéliens, et qu'ils en ont été les instigateurs.

Nombre de ces documents sont sur papier à en-tête de l'Autorité palestinienne, et la signature du Président Arafat lui-même figure sur plusieurs d'entre eux. On peut voir des fac-similés de ces documents, accompagnés d'une traduction, ainsi que d'autres éléments au fur et à mesure que les forces israéliennes les découvrent, sur les sites Web des Forces de défense israéliennes (<<http://www.idf.il>>) et du Ministère israélien des affaires étrangères (<<http://www.mfa.gov.il>>), et les délégations sont instamment invitées à les visionner en ligne sous leur présentation originale. De nouveaux éléments d'information sont affichés régulièrement sur ces sites, au fur et à mesure qu'ils sont connus.

Un des documents, daté du 30 septembre 2001, est une déclaration émanant du bureau du Président Arafat à l'intention des notables de la communauté arabe israélienne, dans laquelle ceux-ci sont vivement incités à avoir recours à la violence et à la terreur pour libérer « les villes occupées depuis 1948 ». Le Président Arafat les y exhorte à « tracer avec du sang la carte d'une patrie unifiée », jurant que l'Intifada durera des générations. Non seulement cette lettre prouve de façon incontestable que le Président Arafat a préconisé le recours à la violence à l'encontre d'Israéliens, mais en faisant allusion aux territoires de « 1948 » il fait entendre clairement que ce qui l'intéresse ce n'est pas du tout un règlement politique obtenu par des moyens pacifiques sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et selon le principe de deux États dont il est fait état dans la résolution 1397 (2002), mais plutôt, et uniquement, « la révolution jusqu'à la victoire ».



Un autre document, sur papier à en-tête des « Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa », trouvé au quartier général du Président Arafat à Ramallah, dans les bureaux de Fouad Shoubaki, chef des achats et responsable financier de l'Autorité palestinienne, est une demande de financement pour les opérations terroristes d'Al-Aqsa. On trouve dans la liste des dépenses l'achat de balles pour fusils Kalachnikov et M-16, de matériel électronique, de produits chimiques, d'explosifs et de charges explosives. On y trouve également le calcul du coût mensuel de la campagne d'attentats à la bombe d'Al-Aqsa, fondé sur l'hypothèse selon laquelle chaque charge d'explosif coûterait 700 shekels et on souhaiterait réaliser 5 à 9 attentats par semaine. Un financement y est également demandé pour des affiches et autres éléments promotionnels à la gloire des exploits des auteurs d'attentats-suicide à la bombe. Il convient de rappeler que le Département d'État américain a inscrit les Brigades d'Al-Aqsa sur sa liste des organisations terroristes étrangères.

Une autre preuve des liens financiers entre l'Autorité palestinienne et des terroristes avérés se trouve dans un autre document, où une aide financière est demandée pour trois terroristes palestiniens. Un de ceux dont le nom y figure s'appelle Ra'ed el Karimi et c'est le principal responsable d'une cellule terroriste de Tulkarm, qui a à son actif des dizaines d'attentats contre des civils israéliens et la mort d'au moins six Israéliens, y compris deux restaurateurs qui ont été enlevés et assassinés lors d'un incident dont j'ai fait état dans ma lettre du 25 janvier 2001 (A/55/748-S/2001/81). La demande en question a été approuvée par le Président Arafat, qui, de sa propre écriture, a donné ordre au Trésor palestinien d'allouer 600 dollars (des États-Unis) à chacun des trois individus et a apposé sa propre signature au-dessous de cette instruction.

Les documents susmentionnés ne sont qu'une partie de ce qui a été découvert ces dernières semaines dans le quartier général du Président Arafat et ailleurs. Ensemble, tous ces éléments prouvent de manière absolument concluante que la campagne terroriste contre la population civile israélienne a été dirigée et orchestrée par la direction de l'Autorité palestinienne. Ils montrent en outre que des fonds destinés à financer les dépenses et les activités des terroristes ont été prélevés dans les coffres de l'Autorité palestinienne et versés aux chefs de cellules terroristes avec l'accord écrit du Président Arafat, que des demandes de financement pour l'achat de munitions et d'explosifs ont été présentées au Président Arafat et à ses lieutenants et approuvées par eux et que le Président Arafat a personnellement encouragé et suscité des actes de violence et de terreur à l'encontre d'Israël.

La découverte de ces pièces doit être pour la communauté internationale une cause de préoccupation extrême. S'ajoutant à d'autres aspects, connus par ailleurs, de l'implication de l'Autorité palestinienne dans la campagne de terreur – recours à la presse officielle et à l'enseignement pour susciter la violence et la terreur, politique du tourniquet consistant à n'arrêter les terroristes que pour les remettre en liberté, exaltation du suicide et des massacres dans la société palestinienne – ces pièces prouvent que l'Autorité palestinienne et son président sont radicalement et impudemment revenus sur tous leurs engagements concernant la renonciation au terrorisme et à la violence.

Il n'y a pas moyen de fermer les yeux sur les graves questions que ces documents obligent à se poser sur la conduite de l'Autorité palestinienne et du Président Arafat. Ces questions montrent à quel point il est urgent que la communauté internationale et l'ONU fassent pression sur les dirigeants palestiniens pour les contraindre à abandonner une fois pour toutes leur stratégie terroriste,

conformément aux engagements qu'ils ont signés, au droit international et à la résolution 1373 du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de son ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Yehuda **Lancry**
